



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 2

**de la décision de la Commission relative au programme d'action annuel 2016 (première partie)
en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de
développement**

Document relatif à l'action pour le programme d'appui au secteur vivrier en Côte d'Ivoire

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'appui au secteur vivrier en Côte d'Ivoire Numéro CRIS: CI/FED/039-093 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	Côte d'Ivoire L'action sera menée sur l'étendue du territoire national.			
3. Document de programmation	11 ^e Fonds Européen de Développement – Programme Indicatif National (PIN) pour la période 2014-2020			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Agriculture et sécurité alimentaire, secteur 2 du PIN Aide publique au développement : OUI			
5. Montants concernés	Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 20 000 000 EUR			
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Modalité de projet Gestion indirecte avec l'État de Côte d'Ivoire			
7. Code(s) CAD	31161 – Production agricole secteur 31182 - recherche agronomique secteur 31165 - développement agricole alternatif secteur 31194 - coopératives agricoles 25010 - Services et institutions de soutien commerciaux			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>

	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	NA			

RESUME

Le différentiel entre le rythme de croissance de la production et celui de la population, l'augmentation importante de la part de la population urbaine rendent nécessaires des actions d'augmentation de la production de vivriers et d'amélioration de leur commercialisation afin d'assurer l'approvisionnement des grandes villes et la sécurité alimentaire du pays. Dans ce cadre, un appui au secteur «maraîcher» en milieu péri urbain et un appui à la filière «manioc et sources amidonnées» en milieu rural ont été ciblés. Ce ciblage répond au souci de généraliser une expérience pilote réalisée pour le secteur maraîcher et à apporter une réponse à la dynamique de la demande manioc en levant des blocages entravant le développement de la filière. Ces appuis visent l'amélioration de la performance de ces secteurs par la diffusion des résultats de la recherche, la maîtrise de l'eau, l'utilisation d'itinéraires techniques adéquats, la professionnalisation des opérateurs et la fluidification de la commercialisation.

Ces appuis permettront par ailleurs une augmentation de la production de vivriers et aussi une meilleure disponibilité des produits dans les grandes villes avec un effet baissier sur les prix tout en garantissant une rémunération équitable du producteur. Les actions vont générer de l'emploi durable avec une attention particulière pour les jeunes et les femmes et une professionnalisation des acteurs. Le renforcement du secteur du "Vivrier-marchand" présente des fortes potentialités de développement économique et des opportunités concrètes de lutte contre le chômage et le manque de perspectives des jeunes, causes profondes des flux migratoires vers l'Europe.

De ce fait, ce projet s'inscrit dans les initiatives entreprises pour accompagner la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) en Afrique de l'Ouest, ainsi que du Plan d'Action convenu au Sommet de la Valette en novembre 2015.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte sectoriel

Le secteur agricole constitue le moteur de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté en Côte d'Ivoire. Il contribue à la formation du PIB à hauteur de 22,37% (2014) et représente 48% des recettes d'exportation (Ministère de l'économie et des Finances, Direction des Prévisions et de la Conjoncture Economique - DPCE). Cette contribution est en grande partie le fait des productions d'exportation (café, cacao, coton, hévéa, etc.). Les secteurs agricoles et agro-industriel occupent plus des deux tiers de la population active (68%). Le secteur vivrier joue un rôle important dans la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire tant en zone urbaine qu'en zone rurale. Il repose principalement sur les exploitations familiales (environ 2.500.000 actifs agricoles), et contribue à 14,7 % de la valeur du PIB. De façon générale, les productions vivrières ont connu une augmentation régulière passant de 11 803 131 tonnes en 2011 à 15 941 470 tonnes en 2014 (MINADER, DG Planification et Contrôle des Projets et des Statistiques - DGPPS). Toutefois, le secteur vivrier reste dominé par des exploitations familiales basées sur des systèmes de production manuels, extensifs et peu consommateurs d'intrants. La mécanisation et l'irrigation ne concernent que quelques productions. Seulement 13% des superficies sont irriguées sur un potentiel en terre irrigable estimé à environ 430 685 ha. En effet, 56 560 ha sont effectivement aménagés dont 32 484 ha exploités pour les cultures de riz et maraîchères. Les rendements de la plupart de ces cultures vivrières sont faibles et nettement inférieurs aux rendements potentiels. En outre, il faut noter le fort dynamisme des filières d'exportation qui concurrencent très fortement les productions vivrières au niveau de l'accès au foncier. A côté des exploitations familiales traditionnelles, il existe des exploitations « modernes », orientées vers le marché. Encore peu nombreuses dans le secteur vivrier, elles se spécialisent sur des spéculations répondant à une demande forte des marchés (tomate, piment, banane plantain, etc.), ou s'intégrant dans une chaîne d'activité (maïs pour les éleveurs industriels). Le principal enjeu de ces exploitations est de pouvoir améliorer leur productivité et d'approvisionner les marchés sur des périodes plus longues (accès au matériel végétal et à l'eau). Avec une population estimée à 22 671 331 habitants en 2014 (RGPH, 2014), la Côte d'Ivoire connaît une urbanisation rapide, 53% de la population est urbaine. Cette urbanisation rapide, couplée à un taux de croissance démographique élevé (2,4%), induit une progression de la demande alimentaire, qui s'accompagne également d'une exigence plus forte sur les questions de qualité, d'hygiène et de sécurité sanitaire liées aux produits vivriers, en particulier dans les centres urbains.

Face aux différents enjeux de développement économique et social du pays, le secteur agricole, notamment le secteur vivrier aspire à un développement voir une transformation avec des exploitations intensives capables de renforcer leur productivité, d'assurer la sécurité alimentaire et réduire de façon efficace la pauvreté. Il faut noter que l'analyse de l'incidence de la pauvreté entre 2008 et 2015 laisse apparaître une réduction du taux de pauvreté national qui est passé de 48,9% en 2008 à 46,3% en 2015 (ENV 2015). En milieu rural, le taux de pauvreté est passé de 62,5% en 2008 à 56,8 % en 2015, par contre la pauvreté en milieu urbain a connu une nette progression passant de 29,5% en 2008 à 35,9% en 2015. Une frange encore importante des populations rurales et urbaines sont en situation précaire, notamment les jeunes qui ne bénéficient pas encore d'opportunités rémunératrices.

1.1.1. Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Le Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) (2010-2015) visait à assurer la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté rurale à travers une agriculture plus compétitive, plus rémunératrice pour les producteurs. Sur cette période, le PNIA a été le cadre de référence de toutes les interventions des parties prenantes au développement du secteur agricole notamment les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, les organisations agricoles et le

Gouvernement. En fin 2015, le gouvernement a adopté le Plan National de Développement (PND) 2016-2020 comportant les perspectives de développement sectoriel, dont celles qui vont orienter l'élaboration de la phase II du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA 2016-2020). Ces perspectives sont axées sur le renforcement du rôle de l'agriculture dans la dynamique de l'économie ivoirienne en établissant des liens étroits entre l'agriculture, l'agro-business et l'industrie. Au niveau du commerce intérieur, le PND prévoit le développement de toutes les infrastructures de mise à marché à savoir la création et la réhabilitation de centres de collectes et de marchés de gros. L'amélioration de la distribution par la prise en compte de la problématique des transports des produits vivriers constitue l'une des priorités à mettre en œuvre. Le PND 2016-2020 a souligné la raréfaction des cultures vivrières dans la proximité des grandes villes au profit des cultures de rente (ex : Abidjan et San Pedro). Dans ce cadre, les interventions doivent viser une amélioration de la productivité tant en milieu rural que péri urbain, ce qui passera par la mise en place de périmètres maraîchers en milieu péri urbain et par une intensification de la culture de manioc ou autres cultures sources d'amidon en milieu rural en permettant aux producteurs l'accès à des facteurs de production fiables et performants.

La Stratégie Nationale de Développement des Cultures Vivrières autres que le Riz (SNDCV 2013–2020), vient préciser les orientations du PNIA pour le secteur vivrier. Sa finalité est d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays, d'augmenter les revenus des ménages agricoles, de consolider les économies locales, tout en préservant le pouvoir d'achat des consommateurs et les ressources renouvelables. Pour atteindre les objectifs fixés, la stratégie combine le développement de l'agriculture familiale, l'agriculture urbaine et péri-urbaine et l'agriculture vivrière agro-industrielle. Egalement, dans le cadre de l'Alliance Globale pour la Résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest (AGIR) la Côte d'Ivoire a identifié des priorités résilience pays (PRP) en concordance avec le Plan Stratégique Multisectoriel de Nutrition 2016-2020, pour adresser les préoccupations des ménages et communautés vulnérables aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Dans le cadre de l'appui du 11^e FED, la sécurité alimentaire a été identifiée comme secteur prioritaire avec un objectif d'amélioration des performances des filières vivrières.

1.1.2. Analyse des parties prenantes

Les services des différents ministères (Ministère de l'Agriculture du Développement Rural et Ministère du Commerce) recentrés sur leurs missions régaliennes. Les structures d'appui avec notamment : Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA); l'Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T); l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER) qui assure les services de vulgarisation agricole, principalement sur les cultures de rente, le Fonds Interprofessionnel pour la Recherche et Conseil Agricole (FIRCA) qui assure le financement des activités de recherche agronomique et de conseil en assurant le contrôle qualité. Il est envisagé d'octroyer une subvention au FIRCA, qui par son mandat et sa capacité est la seule organisation capable d'intervenir avec une action d'ampleur nationale en faveur du renforcement des filières Manioc et Maraîcher en Côte d'Ivoire. L'Office d'aide à la Commercialisation des Produits Vivriers (OCPV), les laboratoires publics qui interviennent dans la sécurité sanitaire des aliments (LANADA, LANEMA, LNSP); les organisations professionnelles agricoles à caractère formel ou non qui délivrent des services d'appui à leurs membres (ex. COCOVICO et FENASCOVICI). Au niveau national, certaines d'entre elles se sont réunies au sein de l'Association Nationale des Organisations Professionnelles Agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI). Les organisations de la société civile (ONG nationales et internationales et Associations) et le secteur privé intervenant dans la distribution des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires). Les groupes cibles finaux de cette action sont essentiellement les opérateurs de la filière vivrière. Les opérateurs déjà actifs et efficaces,

particulièrement les jeunes et les femmes, mais limités par les moyens en vue de leur professionnalisation sont les cibles privilégiées.

1.1.3. Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Une dynamique de croissance dans le domaine de la production vivrière a été enregistrée et devrait permettre de couvrir la majorité des besoins alimentaires nationaux (à l'exception du riz et de certains légumes). Cependant, cet équilibre apparent appelle des remarques qui montrent son caractère relatif, sa fragilité et sa précarité :

- un rythme d'accroissement de la production inférieur à celui de la population ;
- une urbanisation galopante qui entraîne aussi un changement des habitudes alimentaires ;
- des fortes pertes post récolte dont les causes relèvent à la fois de la gestion de la production mais aussi de la disponibilité et de la fluidité du système de commercialisation;
- une très grande imprévisibilité liée aux conditions climatiques;
- la réduction de l'affectation de terres aux vivriers au profit des cultures de rente.

Le problème majeur de l'agriculture vivrière est d'arriver à nourrir de façon durable les populations urbaines. Pour améliorer la sécurité alimentaire, il est nécessaire d'augmenter l'offre de produits vivriers en quantité, qualité et disponibilité. Cela implique une démarche d'intensification des cultures vivrières par le recours à des périmètres maraîchers intensifs, irrigués pour neutraliser l'aléa climatique dans le cadre péri urbain. Cette démarche doit privilégier une approche globale et systémique (production, commercialisation, conservation, services, inputs nécessaires) des problématiques. En ce qui concerne la filière manioc, celle-ci joue un rôle important dans la sécurité alimentaire du pays et dans la capacité de résilience des ménages ruraux. Le manioc est solidement implanté dans l'alimentation ivoirienne et de la région. Il est devenu le deuxième produit consommé après le riz. La filière souffre toutefois de dysfonctionnements qui ont conduit à des ruptures d'approvisionnement des villes constatées en 2015 et 2016 et à la hausse significative des prix, mal tolérées par les populations urbaines. Assurer une meilleure disponibilité et accessibilité du manioc est une priorité des autorités ivoiriennes.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Difficultés éprouvées par les membres des OPA de producteurs à se structurer et adhérer au programme	F	Sensibilisation et formation des OPA pour se structurer et adhérer au programme
Faiblesse des opérateurs avec des bonnes capacités (dans tous les maillons des filières) pour les subventions et manque de base de données sur des acteurs performants dans la filière vivrière	M	Recours au FIRCA plateforme pour mettre en œuvre le programme. Son expérience passée et sa position actuelle (en charge de l'exécution de programmes maraîchers pour le compte de bailleurs de fonds) lui ont apporté une connaissance des acteurs et des réponses aux problématiques
Insuffisance de capacités au niveau des services déconcentrés de	M	Un appui institutionnel devrait permettre de renforcer ces structures et accroître leur

l'administration. Lenteurs liées au cloisonnement institutionnel pour des actions mises en commun entre différents ministères impliqués (le ministère de l'agriculture et le ministère du commerce, Eau et forêt).		efficacité. Une bonne implication des ministères et répartition des rôles pour l'exécution du programme devra être mise en place.
Disponibilité suffisante de sites périurbains à aménager	M	Une concertation avec les collectivités locales pour définir les conditions de pérennisation des espaces péri-urbains pour l'agriculture est recommandée
Des conflits potentiels sur le foncier pour l'extension des cultures vivrières, la disponibilité de la main d'œuvre, les conditions pluviométriques et les prix aux producteurs vivriers.	M	organiser une concertation avec les opérateurs de culture de rente et leurs organisations dans le cadre des plans de replantations avec une intensification pour intégrer le vivrier sur une partie des surfaces dégagées
Hypothèses		
Le développement du secteur vivrier constitue une priorité du Gouvernement de la Côte d'Ivoire qui entend renforcer sa réponse face aux principaux besoins de base des populations notamment l'alimentation Climat politique favorable au programme		

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Dans le cadre de projets soutenus par l'Union européennes, un périmètre irrigué a été installé à Sinématiali (Nord du pays). L'action est encore en cours de réalisation mais elle a permis de montrer la faiblesse des opérateurs et les besoins en encadrement par une expertise pointue et spécifique afin d'augmenter la capacité d'analyse des problèmes techniques et de proposition de solutions des structures d'accompagnement. Des résultats mitigés de certaines actions passées ne prenant en compte qu'un seul niveau de la filière et de la chaîne de valeur ont amené à considérer les aspects de production mais aussi de transformation, transport et commercialisation. Il a été constaté que les projets et programmes travaillant dans la filière vivrière s'adressent avant tout aux petits producteurs/productrices villageois peu professionnels et souvent dispersés qui se trouvent ainsi préfinancés en intrants sans trop d'exigence de contrepartie en matière de reconstitution. Ainsi, un accent plus important devrait être mis sur la professionnalisation des acteurs, et l'introduction d'un cofinancement en vue d'assurer une meilleure pérennité.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

Le programme est amené à intervenir dans des zones où des projets sont déjà bien présents avec leur approche propre. Il est important dans ce cadre d'harmoniser les démarches afin d'éviter le gaspillage des ressources et de mettre en concurrence des structures dont l'objectif est sensiblement équivalent. De nombreux projets étant mis en œuvre par le FIRCA, ceci devrait faciliter la coordination et la mise en cohérence entre eux. Pour rappel, les principales structures impliquées dans le vivrier sont :

- l'Agence française du Développement (AFD) à travers le Projet d'appui à la relance des filières agricoles de Côte d'Ivoire (PARFACI). Financé dans le cadre des C2D, le projet

assure un soutien aux filières vivrières (maïs, soja, maraîchage, porc et pisciculture) dans les étapes de production, de commercialisation et de structuration en ciblant plus particulièrement les jeunes et les femmes au sein des groupements villageois. La programmation du C2D II se concentrera sur l'amélioration de la qualité des aliments en complémentarité à l'appui 11^e FED de l'UE centré sur l'amélioration de la production et de la commercialisation des produits vivriers.

- la Banque Mondiale avec le Programme de Production Agricole en Afrique de l'Ouest (WAAPP ou PPAAO) qui s'est investi depuis plusieurs années dans la recherche et la diffusion de semences et variétés améliorées de manioc, banane plantain, maïs et dans les technologies de transformation notamment sur le manioc. Une deuxième phase est prévue pour démarrer en fin 2016. Outre, ce programme sous régional, la Banque Mondiale apporte un appui aux grandes filières agricoles par l'amélioration de l'accès au marché et de la productivité. Un accent est mis sur la réhabilitation et l'entretien des pistes de desserte agricole avec plus 5000 km de pistes ciblées. La complémentarité du présent programme UE vivrier sera particulièrement ciblée sur la filière manioc.
- le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) à travers le Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM et PROPACOM-Ouest – démarrage en octobre 2015) vise à soutenir l'amélioration de l'offre en produits vivriers et la valorisation de ses produits.
- la Banque africaine de Développement (BAD) à travers le Projet d'appui aux infrastructures agricoles dans la région de l'Indénié- Djuablin (PAIA-ID) qui met en œuvre un certain nombre d'activités dont la réhabilitation des pistes rurales, la construction de centres de groupage de vivriers, la construction de centres de collecte, la réhabilitation de marchés ruraux et la mise en place d'un bureau de vente de produits vivriers. Une deuxième phase se ciblera plus sur la chaîne des valeurs des filières vivrières et s'étendra sur la région du Bélier et la zone Nord. Le présent projet UE vivrier intègre les infrastructures et la chaîne de valeur et tiendra compte des nouvelles zones couvertes par le PAIA-ID.
- la coopération allemande, GIZ/GFA, à travers le projet de Promotion des Filières Agricoles et de la Biodiversité (PROFIAB) et le Projet d'Adaptation aux Changements Climatiques (PACC) qui sont concentrés dans les zones autour de la forêt de Taï et du Parc de la Comoé et abordent des filières spécifiques (oignons, porcs, palmier).
- le *Food and Agriculture Organisation* (FAO) avec le projet régional "*Strengthening linkages between small actors and buyers in the roots and tubers Sector in Africa*" soutenu par l'UE. Le projet prendra en considération également les acquis ainsi que les leçons apprises dans le cadre de l'appui COLEACP/EDES.

Un cadre de concertation des partenaires au développement regroupant tous les donateurs du secteur agricole a été formellement constitué et est dénommé «groupe sectoriel Développement rural et environnemental». Ce cadre est reconnu par le Gouvernement et permet un bon niveau d'échanges entre PTF pour coordonner et harmoniser les différentes interventions.

3.3 Questions transversales

Le programme contribuera à la préservation de l'environnement par la diffusion d'itinéraires culturels et de techniques d'irrigation et outillage adaptés et peu invasifs. En outre, l'option de mise en place d'agriculture zéro déforestation et à faible impact environnemental concourt à la préservation des ressources. Dans ce programme, un volet sera consacré à l'amélioration de la gouvernance des filières vivrières et des OPA du secteur. La question du genre et des jeunes occupe une place prépondérante dans les actions proposées. En effet, la production,

transformation et commercialisations des produits vivriers sont des activités où la présence des femmes est très importante. Essentiellement, l'action doit permettre une professionnalisation des producteurs et donc principalement des productrices et transformatrices et avoir un impact significatif sur la réduction de la pénibilité du travail des femmes et l'augmentation de leur revenu. L'installation de périmètres doit permettre d'intégrer des jeunes en vue de leur professionnalisation.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Ce programme s'inscrit dans l'Agenda 2030. Il contribue principalement à atteindre progressivement les cibles des ODD : Contribuer à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois par la promotion d'une production vivrière (autre que le riz) de qualité, moderne, durable, résiliente aux changements climatiques et par une commercialisation fiable et équitable permettant un approvisionnement régulier des marchés, mais il favorise aussi les progrès vers l'obtention des Objectifs spécifiques (OS) suivants:

OS 1: Promouvoir une **filière maraîchère** plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois-maîtrisant sa production et sa commercialisation;

OS 2: Promouvoir une **filière manioc** plus professionnelle, performante, organisée et créatrice d'emplois maîtrisant sa production, sa transformation et sa commercialisation.

OS 3: Améliorer la performance et la gouvernance des filières vivrières au niveau institutionnel et au niveau des acteurs privés.

Cela n'implique pas d'engagement de la part de la Côte d'Ivoire qui bénéficie de ce programme.

Résultats

OS1

R1.1 Une production maraîchère en toute saison du fait de la maîtrise de l'eau et bénéficiant des résultats de la recherche.

R1.2 Une production intégrant une majorité de femmes et de jeunes.

R1.3 Une commercialisation permettant un meilleur revenu aux producteurs et un prix plus accessibles aux consommateurs.

OS2

R2.1 Une augmentation durable de la production de manioc et des revenus des producteurs/productrices.

R2.2 Une amélioration de la commercialisation basée sur une démarche de production intégrée autour d'unité de transformation.

OS 3

R3.1 Une amélioration de la capacité institutionnelle publique et privée permettant une meilleure gestion des filières vivrières et de la sécurité alimentaire.

4.2 Principales activités

Filières maraîchères

R1.1

- Appui d'un programme de recherche et de production de semences performantes et fiables pour les légumes locaux;
- Etudes préalables des périmètres maraîchers;
- Mise en place de périmètres maraîchers irrigués avec les infrastructures et le matériel nécessaires à la production et à la commercialisation
- Formation technique des producteurs/productrices encadrés et de producteurs/productrices isolés
- Formation technique de l'encadrement et des responsables techniques des périmètres
- Suivi des activités des périmètres: suivi technique et respect des itinéraires dans le cadre d'une agriculture à bas impact environnemental

R1.2

- Sélection et organisation des producteurs selon des procédures transparentes (optique de professionnalisation, accent prioritaire sur les jeunes et les femmes)

R1.3

- Suivi des activités des périmètres: appui à l'optimisation de la commercialisation avec la mise en place des solutions alternatives nécessaires
- Appui aux initiatives et au transfert de techniques innovantes dans le conditionnement, la conservation et la transformation.

Filière manioc

R 2.1.

- Augmentation de la disponibilité de matériel végétal
- Appui à la mécanisation pour la production, la récolte et la post récolte. Mise en place de Groupements d'Utilisation de Matériels agricoles (GUMA).

R2.2.

- Appui des producteurs/productrices en situation intégrée autour d'unités semi industrielles de transformation de manioc (sites intégrés de développement);
- Encadrement technique et appui à la commercialisation;
- Appui organisationnel et formation;
- Appui aux producteurs périphériques sur la commercialisation et la transformation (intégration dans un système intégré ou appui à la mise en place d'une transformation artisanale ou semi industrielle).

Renforcement des capacités des acteurs institutionnels publics et privés

R.3.1

- Appui à l'opérationnalisation du dispositif de suivi de la sécurité alimentaire dans les régions;
- Appui à la structuration des filières vivrières (organisation, formation, dynamique de concertation). Appui orienté vers la création d'interprofessions.
- Promotion de l'insertion de la variable vivrier dans le processus de développement des cultures de rente. (ex : dans le cadre du processus replantation cacao),
- Promotion de l'agriculture durable et résiliente,
- Appui institutionnel pour fluidifier la commercialisation (Etude sur le fonctionnement et l'approvisionnement des marchés urbains et appui au système d'information des marchés de l'OCPV.

4.3 Logique d'intervention

L'analyse des filières manioc et maraichères a permis d'identifier des facteurs bloquants qui entravent leur développement et rendent parfois problématique l'approvisionnement des grandes villes. Le principe est d'apporter une réponse adéquate aux problématiques qui se posent au niveau de chaque segment de la chaîne de valeurs tout en tenant compte des spécificités de chaque filière. L'appui porte sur la mise en place d'installations, la fourniture de services, d'intrants ou de matériel, la formation technique des producteurs, leur accompagnement technique par des entités spécialisées. Cet appui s'insère dans une démarche de professionnalisation et d'équipement des producteurs et de maîtrise de la commercialisation. Pour la filière maraichères, cette professionnalisation concernera les producteurs et productrices des périmètres irrigués. Pour la filière manioc, elle visera en premier lieu les pépiniéristes pour élargir et rapprocher l'offre de boutures performantes des producteurs et ensuite les producteurs pour une meilleure performance agricole et une diminution des pertes post récolte grâce à la mécanisation et une meilleure articulation avec la transformation. Cette intégration locale permet d'obtenir des produits transformés et d'échapper ainsi aux contraintes et blocages portant sur commercialisation des tubercules.

Le programme comporte aussi un volet d'appui à la gouvernance des filières qui vise d'une part à renforcer la capacité du Ministère de l'Agriculture et du Développement Durable dans ses activités de supervision, à améliorer la connaissance de celles –ci par des études et à contribuer au renforcement des organisations de producteurs. D'autre part, il vise un appui à l'OCPV visant à fluidifier la commercialisation du vivrier avec les outils existants et à en développer une vision prospective par des études.

Finalement, ce projet vise à accompagner la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) en Afrique de l'Ouest. Il contribue au Programme APE pour le Développement (PAPED).

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2. seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4 du règlement (UE) 2015/322.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire SO.

5.4 Modalités de mise en œuvre

5.4.1 Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire

La présente action ayant pour objectif d'appuyer le secteur vivrier en Côte d'Ivoire peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire conformément à l'article 58,

paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 conformément aux modalités suivantes:

La République de Côte d'Ivoire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés dont le montant est supérieur à 100 000 EUR (ou inférieur, en fonction de l'évaluation des risques) et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés dont le montant est inférieur à ce montant. La Commission procède à un contrôle ex ante des procédures d'octroi des subventions pour tous les contrats de subvention.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont exécutés par la République de Côte d'Ivoire pour les marchés en régie et les contrats dont le montant est inférieur à 300 000 EUR pour les marchés et dont le montant maximal est de 300 000 EUR pour les subventions.

La contribution financière ne couvre pas les coûts de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) 2015/323 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, La République de Côte d'Ivoire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, seront fixées dans la convention de financement conclue avec la République de Côte d'Ivoire.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetés, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

En termes de contribution, le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) mettra à disposition une personne dédiée pour la mise en œuvre et le suivi de ce programme.

	Contribution de l'UE (montant en EUR)
5.4.1. – Gestion indirecte avec la Côte d'Ivoire dont (montants indicatifs)	19 300 000
<i>Appui aux filières maraichère – subvention directe au FIRCA¹</i>	<i>9 500 000</i>
<i>Appui à la filière manioc – subvention directe au FIRCA</i>	<i>7 500 000</i>
<i>Appui institutionnel au MINADER – devis programmes</i>	<i>1 600 000</i>
<i>Appui institutionnel à l'OCPV – devis programmes</i>	<i>300 000</i>
<i>Assistance technique - contrat de services</i>	<i>400 000</i>
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	150 000
5.11 – Communication et visibilité	50 000
Provisions pour imprévus	500 000
Totaux	20 000 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du présent programme sont:

- L'Ordonnateur National du FED, Ministre de l'Economie et des Finances;
- La Cellule de coordination de la coopération Cote d'Ivoire-Union européenne;
- Le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, en particulier la Direction Générale de la Planification, du Contrôle des Projets et Statistiques en charge du suivi des stratégies et du PNIA et la Direction Générale de la Production Agricole et de la Sécurité Alimentaire.
- Le Ministère du Commerce
- L'OCPV
- Le FIRCA
- L'assistance technique

L'assistance technique – constitué à titre indicatif d'un expert long terme – permettra un suivi global et permanent de la convention de financement et de ses indicateurs. Elle assurera le conseil et le lien entre les opérateurs bénéficiaires de contrats ou devis programme et un suivi rapproché des actions menées dans le cadre des différents contrats durant toute la période de mise en œuvre de la CF. Elle assurera par ailleurs le secrétariat du comité de pilotage.

¹ Subvention pour action - octroi direct au Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole (FIRCA), en conformité avec l'article 190 1, c) des Règles d'application du Règlement financier (Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

Un comité de pilotage reprenant les principales parties prenantes, et la Délégation de l'Union européenne, sera organisé périodiquement pour assurer le suivi et la direction du programme. La composition précise et les modalités seront précisées en début de programme.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Les « baselines » des indicateurs seront établies en début de mise en œuvre des composantes Maraicher et Manioc à travers des enquêtes dont le financement sera pris en charge par le contrat de subvention.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à des évaluations à mi-parcours et finale de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandées par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins d'apprentissage, et d'une éventuelle réorientation du Programme.

L'évaluation finale/ex-post sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques).

La Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire.

La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

À titre indicatif, ils seront conclus deux marchés de services d'évaluation au titre d'un contrat-cadre en 2018 et 2020.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

À titre indicatif, il sera conclu 3 marchés de services d'audit au titre de contrats-cadre dont 2 en fin de deuxième trimestre 2018 pour les devis programmes et 1 pour la subvention au 4^{ème} trimestre 2017.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne.

Les actions de communication et visibilité seront mises en œuvre dans le cadre des devis programmes et de la subvention.

APPENDICE - MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE (POUR LA MODALITE DE PROJET)

Les activités, les produits escomptés et l'ensemble des indicateurs, avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la matrice du cadre logique sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans nécessiter la modification de la décision de financement. Quand il n'est pas possible de déterminer les produits d'une action durant la phase de formulation, des effets intermédiaires devraient être présentés et les produits définis au démarrage du programme et de ses composantes. La matrice indicative du cadre logique évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des lignes supplémentaires seront insérées pour énumérer les activités, de même que des colonnes supplémentaires pour les objectifs intermédiaires (étapes) pour les indicateurs de produits et d'effets, s'il y a lieu, et pour suivre et rendre compte des résultats obtenus. Notez aussi que les indicateurs devraient être désagrégés par sexe quand il y a lieu.

	Chaîne des résultats	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif global: impact	Augmenter la sécurité alimentaire et à la création d'emploi par la promotion d'une production vivrière (autre que le riz) de qualité, moderne, durable, résiliente aux changements climatiques et par une commercialisation fiable et équitable permettant un approvisionnement régulier des marchés urbains	G1 - Taux de pauvreté en milieu rural ** (EURF II N1)	56 % base 2013	Réduction de 50% du taux de pauvreté en milieu rural en 2020	rapport d'évaluation du PND	
		G2 - Taux d'insécurité alimentaire	12.5% base 2009	Réduction de l'insécurité alimentaire 5% en 2020	Rapport enquête de sécurité alimentaire	
		G3 - Proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique	20,5% en 2012	5% en 2020	rapport évaluation du PND	
Objectif(s) spécifique(s):	OS 1 Une filière maraîchère professionnelle promue, qui est plus performante, organisée et créatrice d'emplois- maîtrisant sa production et sa commercialisation	1.1. Nombre de sites irrigués et de groupements de producteurs disposant d'une capacité de commercialisation autonome	1.1 ND base line à réaliser au début du programme dans la zone d'intervention (2016)	1.1. Valeur incrémentée 8 périmètres supplémentaires installés en 2020	1.1. Rapport FIRCA	Maintien des parités du FCFA par rapport aux pays d'origine du matériel importé Absence d'évènement entraînant un blocage des importations (pour le matériel agricole)
		1.2 Nombre de d'opérateurs maîtrisant les techniques de maraîchage et d'irrigation	1,2 ND base line à réaliser au début du programme dans la zone d'intervention (2016)	1.2 En 2021 valeur incrémentée: au moins 540 supplémentaires	1.2 Rapport des missions de contrôle du MINADER	
		1.3 Nombre d'emplois créés	1.3 ND base line à réaliser au début du programme dans la zone d'intervention (2016)	1.3 valeur incrémentée 600 emplois directs 2018	1.3 Rapport des missions de contrôle du MINADER	
	OS 2 Une filière manioc professionnelle promue, qui est plus performante, organisée et créatrice d'emplois maîtrisant sa production, sa transformation et sa commercialisation	2.1 Nombre de Sites intégrés de développement (sites transformation semi industrielle)	2.1 Site intégré expérience nouvelle	2.1. 6 sites intégrés de développement en 2020	2.1 Rapport FIRCA	
		2.2 Nombre de d'opérateurs	2.2 ND base line à	2.2 valeur incrémentée	2.2 Rapports des	

		innovantes de production de manioc	programme dans la zone d'intervention (2016)	2020	du MINADER
OS 3 La gouvernance des filières améliorée par l'organisation et la capacité organisationnelle des acteurs augmentée	3.1 nombre d'organisations interprofessionnelles dans le secteur vivrier	3.1 en 2016 : 0	3.1 en 2020: 3	3.1 rapport MINADER	
	3.2. Existence du système de suivi de la sécurité alimentaire dans les régions opérationnel	3.2. DISAN pas encore opérationnel	3.2 DISAN opérationnel 2020	3.2 rapport de suivi PNIA	
	3.3. Système opérationnel de suivi des prix sur produits maraîchers et sur le manioc et ses dérivés	3.3 Le système de suivi des prix sur le manioc et sur 3 maraichers	3.3 Le système de suivi des prix est consolidé et élargi à 8 produits maraîchers, parution chaque semaine en 2018	3.3 Publications OCPV	